



**Discours de Monsieur Gérard POADJA,
président du congrès de la Nouvelle-Calédonie,
prononcé le vendredi 23 novembre 2012
à l'occasion de la visite au congrès de**

Monsieur Victorin LUREL, ministre des Outre-mer

Monsieur le ministre des outre-mer,

Monsieur le haut-commissaire de la République,

Madame la députée de la première circonscription,

Monsieur le député de la deuxième circonscription,

Monsieur le sénateur,

Monsieur le président du gouvernement,

Madame la présidente de l'assemblée de la province Sud,

Monsieur le maire de Nouméa,

Mesdames et messieurs les consuls généraux et consuls honoraires,

Madame et Messieurs les membres du gouvernement,

Monsieur le président du sénat coutumier,

Monsieur le président du conseil économique et social,

Mesdames et messieurs les élus du congrès de la Nouvelle-Calédonie et des provinces,

Messieurs les maires

Messieurs les représentants des autorités coutumières,

Mesdames et messieurs les représentants des corps constitués,

Mesdames, Messieurs,

C'est un très grand plaisir pour moi, et un immense honneur, de vous accueillir aujourd'hui, Monsieur le Ministre, dans cette enceinte où siège la première assemblée du pays.

Une assemblée aux pouvoirs étendus, puisqu'avec le Sénat et l'Assemblée nationale, le Congrès de la Nouvelle-Calédonie est la seule assemblée délibérante de la République que la Constitution ait dotée du pouvoir législatif.

Une assemblée à l'image de la diversité humaine qui fait la richesse de la Nouvelle-Calédonie.

Une assemblée avec une responsabilité particulière : celle de respecter et de mettre en œuvre l'Accord de Nouméa, pour préparer l'avenir de notre pays.

En acceptant cette charge, chacun d'entre nous, ici, s'est engagé à dépasser sa propre histoire, celle de sa région, de sa culture ou de son engagement politique, afin d'écrire, ensemble, l'histoire commune du pays.

Nos histoires respectives ont été douloureuses.

Le préambule de l'Accord de Nouméa nous le rappelle, avec force : la colonisation a repoussé les Kanak « *aux marges géographiques, économiques et politiques de leur propre pays* ». Dépossédés de leurs terres et de leurs moyens de subsistance, niés dans leur identité et dans leur culture, ils ont subi, nous dit l'Accord, « *un traumatisme durable* ».

Mais la colonisation, comme nous rappelle le préambule, c'est aussi d'autres hommes et femmes, « *venus contre leur gré ou cherchant une seconde chance, qui ont fait souche* » en Nouvelle-Calédonie et qui « *ont acquis, par leur participation à l'édification de la Nouvelle-Calédonie, une légitimité à y vivre et à continuer de contribuer à son développement* ».

Dès lors, le préambule nous oblige à « *poser les bases d'une citoyenneté de la Nouvelle-Calédonie, permettant au peuple d'origine de constituer, avec les hommes et les femmes qui y vivent, une communauté humaine affirmant son destin commun* ».

C'est donc en ayant toujours en mémoire « *les ombres et les lumières de la période coloniale* » que nous avançons, que nous cherchons à engager la Nouvelle-Calédonie sur la voie d'une émancipation et d'une décolonisation réussie.

Souvent, dans la concorde.

Parfois, dans la douleur, l'actualité récente nous le rappelle.

Il y a deux mois, Monsieur le Ministre, la Calédonie célébrait sa citoyenneté. Cette citoyenneté que nous avons décidé de bâtir ensemble, mais qui demeure fragile.

Ce que l'on a appelé l'« *affaire des cases* » l'illustre bien. Car ce qui aurait dû être la fête de la citoyenneté, symbolisant la construction de notre communauté de destin, s'est transformé en un formidable gâchis.

Nous avons adopté, ici même, à l'unanimité, il y a seulement deux ans, les mots « Terre de parole, terre de partage » comme devise du pays.

Avec les cases Kanak de la fête de la citoyenneté, il n'y a eu ni respect de la parole donnée, ni esprit de partage.

Ni respect de la parole donnée, parce que ces cases, qui se revendiquaient de la coutume, ont été installées dans un rapport de forces, sans respecter le chemin coutumier. Elles ont fini par être détruites par des engins, sous protection policière.

Ni esprit de partage car, au lieu de rassembler les Calédoniens sur ce qu'ils ont en commun, cette manifestation s'est organisée autour de l'affirmation d'une seule identité.

Très respectueux de la tradition coutumière, je trouve que c'est un gâchis.

Moi, Kanak, fils et frère de grand chef, premier Président du congrès originaire de la province Nord, je ne peux que le déplorer.

Je sais qu'au sein de cette assemblée, ce sentiment est largement partagé.

Car oui, Monsieur le Ministre, la Calédonie a mal lorsqu'elle voit ses autorités coutumières maltraitées et bafouées.

La Calédonie a mal lorsqu'elle voit des cases Kanak, symboles de la culture originelle du pays, abattues par la force.

Monsieur le ministre, la case, c'est la représentation d'un clan. Chez moi, la case se dit « Wäo » ; ça signifie le clan.

Il y a un chemin coutumier à emprunter pour la faire et il y a un autre chemin coutumier à suivre pour la défaire.

En l'espèce, aucun de ces chemins n'a été respecté.

Au moment où vous nous faites l'honneur de votre visite officielle, en vue de préparer le prochain comité de suivi de l'Accord de Nouméa, voilà ce que je voulais vous faire partager, Monsieur le ministre. La Nouvelle-Calédonie est un mélange permanent d'inquiétudes et d'espoirs, sur le chemin difficile de la construction de notre futur partagé.

Alors, chacun devra tirer de cette affaire les enseignements qui s'imposent.

Nous, élus, nous devons continuer de conjuguer, quoiqu'il arrive, nos visions respectives de l'avenir de notre pays. Nous devons rechercher le consensus en permanence, pour que la Nouvelle-Calédonie avance dans la sérénité.

Nous devons construire notre destin commun sur ce que nous avons de plus fort : l'appartenance à une même terre, l'héritage d'une même histoire, la volonté partagée de préserver la paix et le désir de bâtir une société de justice et de prospérité pour nos enfants et nos jeunes.

C'est notre devoir, notre responsabilité et notre ambition.

C'est ce à quoi je veillerai, en tant que président du congrès, pour faire vivre le pari sur l'intelligence, initié par Jacques Lafleur et Jean-Marie Tjibaou, il y a 23 ans.

J'y veillerai en m'appuyant sur la sagesse des élus de cette assemblée.

Sur la Calédonie qui travaille.

Sur la Calédonie qui progresse.

Sur la Calédonie intelligente, généreuse et solidaire.

Je dirai pour conclure, monsieur le ministre, en paraphrasant vos propres mots, prononcés il y a quelques mois lors d'une émission littéraire : la Nouvelle-Calédonie, comme la France, *« ce n'est pas une couleur, ce n'est pas une origine, ce n'est pas un sang, c'est d'abord une idée républicaine sur l'égalité, la liberté et la fraternité »*.

Monsieur le ministre, au nom des élus du congrès, je vous souhaite la bienvenue en Nouvelle-Calédonie et un excellent séjour parmi nous.

Je vous remercie.